
ÉTUDE DES CRÉDITS

2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#	TABLE DES MATIÈRES
1.	Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 : <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;h) le détail de ces ententes;i) les résultats obtenus à ce jour;j) les investissements annoncés, le cas échéant.
2.	Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère <u>au Québec</u> par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 : <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;b) le nom des firmes de publicité;c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : <u>Par le ministère ou l'organisme :</u> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; <u>Par une firme externe :</u> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;e) le but visé par chaque dépense;f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;g) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);i) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#	TABLE DES MATIÈRES
5.	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u></p> <p>a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense.</p> <p><u>Organisée par une firme externe :</u></p> <p>c) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;</p> <p>d) le nom de la ou des firmes de publicité;</p> <p>e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>f) le nom des fournisseurs ou des consultants;</p> <p>g) le but visé par chaque dépense.</p>
6.	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</u></p> <p>a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense.</p>
7.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <p>a) le nom du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>d) l'échéancier;</p> <p>e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p>
8.	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;</p> <p>b) la grille d'évaluation des soumissions;</p> <p>c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;</p> <p>d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</p> <p>e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</p>
9.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant :</p> <p>a) le nombre d'autorisations;</p> <p>b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>d) le montant accordé;</p> <p>e) les motifs de la demande;</p> <p>f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.</p>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#	TABLE DES MATIÈRES
10.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : <ul style="list-style-type: none">a) le nom du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le coût;d) l'échéancier;e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11.	Le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.
12.	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : <ul style="list-style-type: none">a) le nom du projet;b) la nature du projet;c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;e) les plus récentes évaluations du coût du projet;f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;j) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.
13.	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) le distributeur d'eau de source;e) le remboursement des frais de transport;f) le remboursement des frais d'hébergement;g) le remboursement des frais de repas;h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#	TABLE DES MATIÈRES
14.	<p>Pour le cabinet ministériel, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;d) les coûts d'acquisition des appareils;e) le coût d'utilisation des appareils;f) le coût des contrats téléphoniques;g) les noms des fournisseurs;h) le nombre de minutes utilisées;i) les ordinateurs portables.
15.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); <u>35 ans et plus</u>;b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); <u>35 ans et moins</u>;c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#	TABLE DES MATIÈRES
16.	Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux : <ul style="list-style-type: none">a) l'emplacement de la location;b) la superficie totale pour chaque local loué;c) la superficie totale réellement occupée;d) la superficie inoccupée;e) le coût de location au mètre carré;f) le coût total de ladite location;g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;h) la durée du bail;i) le propriétaire de l'espace loué;j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18.	Pour le cabinet ministériel, les bureau de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.
19.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu : <ul style="list-style-type: none">a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;b) le titre de la fonction;c) l'adresse du port d'attache;d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;e) la prime de départ versée, le cas échéant;f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;h) la description de tâches;i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;j) le nombre total d'employés au cabinet;k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#	TABLE DES MATIÈRES
20.	Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme ou de la personne concerné; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21.	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2014-2015.
23.	Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.
24.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; e) la réservation de loges; f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#	TABLE DES MATIÈRES
26.	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom du site Web;b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes ayant conçu le site;c) les coûts de construction du site;d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);g) la fréquence moyenne de mise à jour;h) le responsable du contenu sur le site.
27.	<p>Nominations, depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste;b) les mandats;c) les contrats octroyés pour chaque mandat;d) le résultat du travail effectué;e) les échéances prévues;f) les sommes impliquées.
28.	<p>Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.</p>
29.	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;c) le nombre total de demandes reçues;d) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
30.	<p>La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le coût (déplacements, etc.);b) le nombre de ressources affectées;c) le nombre de rencontres;d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
31.	<p>La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>
32.	<p>Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.</p>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

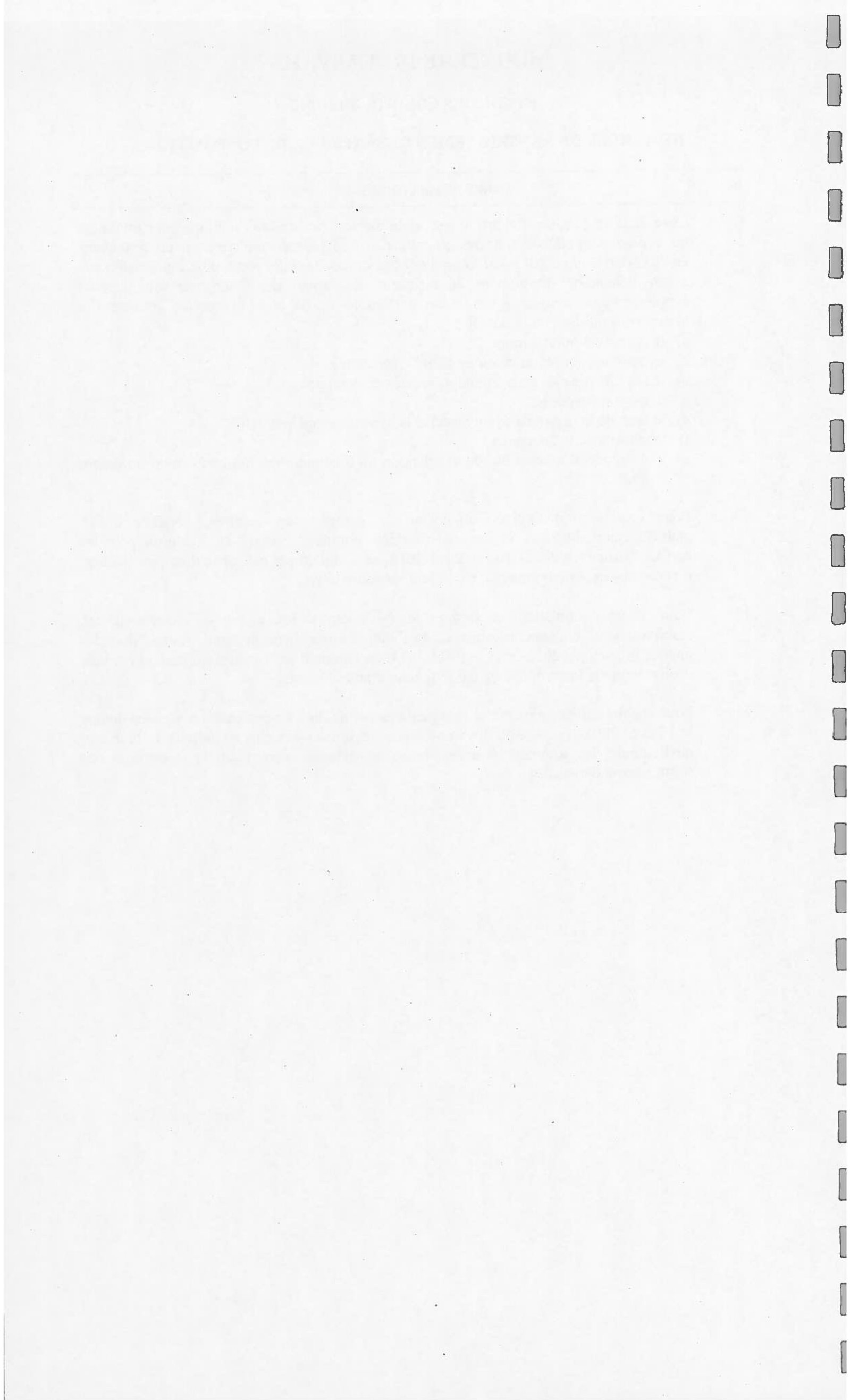
#	TABLE DES MATIÈRES
33.	Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.
34.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.
35.	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
36.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
37.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.
38.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
39.	Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
40.	Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement ? a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
41.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#	TABLE DES MATIÈRES
42.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
43.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
44.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
45.	Pour chaque cabinet ministériel et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 1

Titre :

Liste des voyages **hors Québec** pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
- h) le détail de ces ententes;
- i) les résultats obtenus à ce jour;
- j) les investissements annoncés, le cas échéant.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
Toronto, Ontario 16 au 18 avril 2013	Participation du Québec aux travaux du « National Mediator Training program working committee »	Représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du domaine de la médiation	849,15 \$	Hervé Leblay
Halifax, Nouvelle-Écosse 29 avril au 1 ^{er} mai 2013	Participation du Québec à la réunion annuelle du Comité permanent de la médiation-conciliation de l'ACALO	Représentants des gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux du domaine de la médiation- conciliation	1088,98 \$	Daniel Cholette
Fredericton, Nouveau- Brunswick 29 au 30 mai 2013	Participation du Québec à la rencontre annuelle de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière	Sous-ministres et présidents d'organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux du domaine du travail	1 138,78 \$	Jane Pycock

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Washington, DC 20 au 24 juillet 2013	Participation du Québec à la conférence annuelle de The Association of Labor Relations Agencies	Représentants des agences de relations du travail des États-unis et du Canada	1 875,95 \$	Hervé Leblay
Saskatoon, Saskatchewan 9 au 11 septembre 2013	Participation du Québec à la réunion fédérale provinciale et territoriale des ministres responsables du Travail au Canada	Représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du domaine du travail	1 805,05 \$	Manuelle Oudar Jane Pycock
Toronto, Ontario 16 au 18 septembre 2013	Participation du Québec aux travaux du « National Mediator Training program working committee »	Représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du domaine de la médiation	771,50 \$	Hervé Leblay

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-06-03)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 2

Titre :

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d’organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Il n’y a eu aucun déplacement en avion ou en hélicoptère au Québec pour la ministre du Travail ou les membres de son cabinet en 2013-2014.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 3

<p>Titre :</p> <p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;b) le nom des firmes de publicité;c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

<p>Il n'y a eu aucune dépense en publicité en 2013-2014.</p>
--

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 4

Titre :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;
- g) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- i) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

Il n'y a eu aucune dépense pour l'organisation de conférences de presse en 2013-2014.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 5

Titre :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but recherché par chaque dépense.

Organisée par une firme externe :

- c) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- d) le nom de la ou des firmes de publicité;
- e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- f) le nom des fournisseurs ou des consultants;
le but visé par chaque dépense.

Dépenses en formation de communication du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 :

Comprendre, développer et promouvoir l'accessibilité Web

Fournisseur : CIAO - Services conseils en TI

Coût : 100 \$

Perfectionner les pratiques en accessibilité Web pour les chargés de projet

Fournisseur : AFI Formation

Coût : 125 \$

SOURCE : Direction des communications (2014-05-30)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 6

Titre :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense.

Aucune dépense n'a été effectuée en 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL
CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT

Numéro de la fiche: RG7

1 avril 2013 au 31 mars 2014

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
1.	753040466	CCH canadienne limitée	2 340,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Périodiques/Supports imprimés
2.	753041593	Softchoice Corporation	1 343,46 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Logiciels
3.	753041863	Numerix Média	1 335,04 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Publications imprimées/Supports imprimés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL
CONTRAT DE CONSTRUCTION

Numéro de la fiche: RG7

1 avril 2013 au 31 mars 2014

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
4.	753041848	Rodimax inc.	2 071,92 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL
CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

Numéro de la fiche: RG7

1 avril 2013 au 31 mars 2014

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
5.	753038253	Pige Communication (Pineau, Geneviève)	6 405,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services de mise en page et d'infographisme/Graphisme
6.	753039870	Randstad Intérim inc.	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services de ressources humaines
7.	753039883	Bastille, Daniel	11 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services d'experts-conseil ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
8.	753040379	École nationale d'administration publique (ENAP)	1 950,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Inscription à des activités de formation/Institutions d'enseignement
9.	753040726	Groupe-Conseil Editia inc., Le	1 280,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services de révision linguistique
10.	753041151	Christine Paré Communication	4 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services de révision linguistique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL
CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

Numéro de la fiche: RG7

1 avril 2013 au 31 mars 2014

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
11.	753041153	McBryde, Anne	4 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services de traduction
12.	753041222	Ministère de la Justice	1 520,70 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services juridiques
13.	753042669	Clinique d'expertises médicales du Québec inc.	1 400,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services de cliniques médicales privées spécialisées/Services de santé globaux
14.	753042710	Centre Clinique Synergie inc.	1 950,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services de médecins spécialistes/Exercice de la médecine
15.	753042784	Fonds de Fourniture de Biens et Services du Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale.	7 005,41 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services conseils en gestion
16.	753043011	Cision Québec inc.	1 194,95 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services de presse

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL
CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

Numéro de la fiche: RG7

1 avril 2013 au 31 mars 2014

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
17.	753043223	Cision Québec inc.	1 198,26 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services de presse

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL
Contrat de services techniques

Numéro de la fiche: RG7

1 avril 2013 au 31 mars 2014

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
18.	753032741-27	Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy)	1 627,45 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
19.	753039119-7	Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy)	1 312,65 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
20.	753039119-8	Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy)	1 985,49 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
21.	753039119-11	Club Voyages Inter (Chemin Ste-Foy)	1 008,11 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
22.	753039687	École nationale d'administration publique (ENAP)	2 100,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Cotisation à des organisations, associations et mouvements civiques/Organisations, associations et mouvements civiques
23.	753039732	Flora Nightingale	1 140,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services horticoles : plantes ornementales, arbustes ou arbres/Horticulture

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Contrat de services techniques

Numéro de la fiche: RG7

1 avril 2013 au 31 mars 2014

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
24.	753041528	Dundee Realty Management Corp.	5 198,20 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services d'entretien et de nettoyage de bureaux et d'immeubles/Services de nettoyage et d'entretien
25.	753041529	Alfid Services immobiliers ltée	8 400,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Services d'entretien et de nettoyage de bureaux et d'immeubles/Services de nettoyage et d'entretien
26.	753042486	Siemens Canada limitée	1 476,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire: Service de systèmes de sécurité/Sûreté et sécurité personnelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL
Contrat de services techniques

Numéro de la fiche: RG7

1 avril 2013 au 31 mars 2014

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche RG 7

Titre : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l’échéancier; e) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL - Arbitres		
NOM DU CONTRACTANT	MANDAT	COÛT
April, Huguette	Arbitre nommé dans le dossier Résidences du Collège CRP inc. en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	7 033,30 \$
Barrette Jean	Arbitre nommé dans le dossier Municipalité de Saint-Étienne-des-grès en vertu des dispositions de l’article 97 du C.t.	3 323,45 \$
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Montréal (convention collective 2011-2014) en vertu des dispositions de l’article 99.10 du C.t.	12 997,45 \$
	Arbitre nommé dans le dossier UI Contact inc. en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	4 176,10 \$
	Arbitre nommé dans le dossier Entreprise Atelka inc. en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	5 545,45 \$
	Arbitre nommé dans le dossier Ruby Auto inc. en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	1 120,00 \$
Bastien, Bernard	Arbitre nommé dans le dossier Couche-Tard inc. (Pierrefonds) en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	280,00 \$

Beaupré René	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Mirabel en vertu des dispositions de l’article 97 du C.t.	4 620,00 \$
Blais, François	Arbitre nommé dans le dossier Régie intermunicipale de Berthier en vertu des dispositions de l’article 97 du C.t.	420,00 \$
Bolduc, Michel	Arbitre nommé dans le dossier Librairie Renaud-Bray inc. en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	1 050,00 \$
Brault, Serge	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Longueuil en vertu des dispositions de l’article 97 du C.t.	5 040,00 \$
Cliche, Nicolas	Arbitre nommé dans le dossier Municipalité de Lacolle en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	12 641,50 \$
Corriveau, Alain	Arbitre nommé dans le dossier Kia Longueuil en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	665,00 \$
	Arbitre nommé dans le dossier Centre d'hébergement et de soins de longue durée de Saint-Lambert-sur-le-golf inc. (FIQ – personnel infirmier) en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	4 617,70 \$
Doré, Jacques	Arbitre nommé dans le dossier Couche-Tard inc. (St-Liboire) en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	140,00 \$
Flynn Maureen	Arbitre nommé dans le dossier B. Cousineau & Fils en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	4 671,88 \$
	Arbitre nommé dans le dossier Université McGill en vertu des dispositions de l’article 93.1 du C.t.	1 960,00 \$
Guay, Richard	Arbitre nommé dans le dossier Municipalité de Val-des-Monts en vertu des dispositions de l’article 97 du C.t.	9 794,80 \$
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Granby en vertu des dispositions de l’article 97 du C.t.	4 610,00 \$
Hamelin, François	Arbitre nommé dans le dossier Ville du Mont-Tremblant en vertu des dispositions de l’article 97 du C.t.	7 327,12 \$
	Arbitre nommé dans le dossier La Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine en vertu des dispositions de l’article 97 du C.t.	1 395,00 \$
Laflamme Gilles	Arbitre nommé dans le dossier Ville de St-Georges en vertu des dispositions de l’article 97 du C.t.	14 880,00 \$
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Sherbrooke en vertu des dispositions de l’article 97 du C.t.	4 344,75 \$
Lavoie Gilles	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Blainville en vertu des dispositions de l’article 97 du C.t.	560,00 \$

Létourneau, Mario	Arbitre nommé dans le dossier Centre d'hébergement et de soins de longue durée de Saint-Lambert-sur-le-golf inc. (CSN – personnel non infirmier) en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	18 880,50 \$
	Arbitre nommé dans le dossier Royalplast en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	8 361,40 \$
Martin, Claude	Arbitre nommé dans le dossier 6838693 Canada inc. (Élite Mazda) en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	5 495,55 \$
Matteau André	Arbitre nommé dans le dossier Transport Rive Nord, division de 9029-3101 Québec inc. en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	420,00 \$
Poulin Côme	Arbitre nommé dans le dossier Groupe Compass (Québec) ltée en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	695,00 \$
Poulin Marc	Arbitre nommé dans le dossier Université de Montréal en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	9 238,54 \$
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Lévis en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	17 961,60 \$
Provençal Denis	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Drummondville en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	3 807,20 \$
	Arbitre nommé dans le dossier Caisse Desjardins de Kildare en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	1 612,20 \$
Roy, Léonce E.	Arbitre nommé dans le dossier Les Calèches de la Nouvelle-France inc. en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	11 980,54 \$
Sylvestre André	Arbitre nommé dans le dossier Résidences du Manoir Tro inc. en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	3 603,20 \$
Turmel Charles	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Montréal en vertu des dispositions de l'article 53 de la Charte de la Ville de Montréal	2 640,00 \$
Vézina, Jean	Arbitre nommé dans le dossier Clément Morin & fils inc. en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	140,00 \$
	Arbitre nommé dans le dossier Résidences des Bâisseurs Chambly 9230-6513 Québec inc. en vertu des dispositions de l'article 93.1 du C.t.	140,00 \$

SOURCE : Bureau de la sous-ministre adjointe aux relations du travail (2014-06-12)

COLLABORATION : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (2014-06-12)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche RG 7

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l’échéancier;
- e) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL - Enquêteurs

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Bergeron, Michel	Agir à titre d’enquêteur à la suite de plaintes relatives au non-respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l’interdiction d’embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	4 402,82 \$
Carbonneau, Benoît	Agir à titre d’enquêteur à la suite de plaintes relatives au non-respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l’interdiction d’embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	988,43 \$
Hayden, Thomas J.	Agir à titre d’enquêteur à la suite de plaintes relatives au non-respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l’interdiction d’embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	4 370,00 \$
Miller, Richard	Agir à titre d’enquêteur à la suite de plaintes relatives au non-respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l’interdiction d’embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	8 345,43 \$
Rhéaume, Robert	Agir à titre d’enquêteur à la suite de plaintes relatives au non-respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l’interdiction d’embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	5 075,98 \$

SOURCE : Bureau de la sous-ministre adjointe aux relations du travail (2014-06-12)

COLLABORATION : Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale (2014-06-12)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 7

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l’échéancier;
- e) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Les informations sur les contrats de 1 000 \$ à moins de 25 000 \$ figurent dans les tableaux annexés à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 8

Titre :

Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- b) la grille d’évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.

Le ministère du Travail n’a tenu aucun appel d’offres public en 2013-2014.

SOURCE : MESS – Direction générale adjointe des ressources humaines (2014-06-10)
VALIDATION : MESS – Direction générale adjointe des ressources financières (2014-06-14)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 9

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat octroyé pendant l'année financière 2013-2014 n'a fait l'objet d'une autorisation en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 10

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l’échéancier;
- e) dans le cas d’un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Les informations demandées sont incluses dans la fiche RG 7 des demandes de renseignements généraux de l’opposition.

SOURCE : Direction de la gestion contractuelle (2014-04-16)
VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources financières (2014-06-02)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 11

Titre :

Le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-05-30)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 12

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, le Ministère n'a eu aucun projet de développement informatique ou de modernisation de systèmes informatiques.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 13

Titre :

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) le distributeur d'eau de source;
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.

Photocopie :	8 940 \$
Mobilier de bureau et ameublement :	171 \$
Distributeurs d'eau de source :	0 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	16 536 \$
Frais d'alcool et de fêtes :	0 \$
Perfectionnement :	3 855 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 14

Titre :

Pour le cabinet ministériel, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables.

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés :13 téléphones cellulaires
- b) le nombre de tablette électroniques utilisées (IPAD ou autres) et d'ordinateurs portables: 9
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés : aucun
- d) Coût d'acquisition des appareils : 1 702 \$
- e) Coût d'utilisation des appareils : 13 255,51 \$
- f) Coût des contrats téléphoniques :
Cellulaire : entre 9,75 \$ et 18,25 \$ par mois
BlackBerry : entre 29,75 \$ et 46,25 \$ par mois
Tablette électronique et carte modem : Rogers 20 \$ et Bell 28 \$ par mois
- g) Nom des fournisseurs : Rogers et BELL
- h) Nombre de minutes utilisées :
Toutes les minutes d'utilisation au Canada sont incluses dans le tarif mensuel.

SOURCE : Direction des ressources matérielles (2014-04-01)
VALIDATION : Bureau des permis et des projets spéciaux (2014-06-06)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 15

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

a-b)Le nombre et la répartition, par tranches d’âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d’emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l’effectif régulier par rapport à l’effectif régulier total en lien d’emploi au 2 avril 2014, soit 115 employés réguliers pour 2013-2014, excluant le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique.

La catégorie d’emploi « fonctionnaires » inclut les techniciens et les employés de soutien.

Répartition par catégorie d’emplois et groupe d’âge
(données au 2 avril 2014)

Personnel d'encadrement ¹						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	6	5,2%	8	7,0%	14	12,2%
TOTAL	6	5,2%	8	7,0%	14	12,2%

¹. Inclut 4 membres de la haute direction (4 femmes).

Professionnel						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	4	3,5%	9	7,8%	13	11,3%
35 ans et plus	26	22,6%	18	15,7%	44	38,3%
TOTAL	30	26,1%	27	23,5%	57	49,6%

Fonctionnaire						
Groupes d’âge	Homme	%	Femme	%	Total	%
- de 35 ans	2	1,7%	5	4,3%	7	6,1%
35 ans et plus	5	4,3%	32	27,8%	37	32,2%
TOTAL	7	6,1%	37	32,2%	44	38,3%

TOTAL						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	6	5,2%	14	12,2%	20	17,4%
35 ans et plus	37	32,2%	58	50,4%	95	82,6%
TOTAL	43	37,4%	72	62,6%	115	100%

Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d’emplois et groupes d’âge
(données au 2 avril 2014)

Personnel d’encadrement				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Professionnel				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	1	1	2
35 ans et plus	2	1	1	1
TOTAL	2	2	2	3

Fonctionnaire				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	2	0	6
TOTAL	0	2	0	6

TOTAL								
Groupes d’âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0,0%	1	0,9%	1	0,9%	2	1,7%
35 ans et plus	2	1,7%	3	2,6%	1	0,9%	7	6,1%
TOTAL	2	1,7%	4	3,5%	2	1,7%	9	7,8%

Notes : Une (1) personne est identifiée dans plus d’un groupe cible, cette personne est comptabilisée parmi les autochtones et également comme anglophone.
Mise en garde : Il n’est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l’ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d’un groupe cible.

Les données pour les questions c) à g) concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel (données au 7 mars 2014)
Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (codes 246 et 248).

CATÉGORIES	2013-2014
Personnel d’encadrement	30
Professionnels	1 059,0
Fonctionnaires	618,5
Total du Ministère	1 707,5

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

e) Le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)
(données au 7 mars 2014)

CATÉGORIES	2013-2014 (heures supplémentaires)		
	Nombre d’heures payées	Nombre d’heures compensées	Total
Professionnels	266,50	344,89	611,39
Fonctionnaires	2 381,21	44,69	2 425,90
Total	2 647,71	389,58	3 037,29

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel (données au 7 mars 2014)
Le nombre de jours de vacances fait référence à l’utilisation du code d’absence 110.

CATÉGORIES	2013-2014
Personnel d’encadrement	293,0
Professionnels	1 199,0
Fonctionnaires	1 119,5
Total	2 611,5

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l’éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1° de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Catégorie d'emplois	2013-2014 (2 avril 2014)
Haute direction	4
Cadre	10
Professionnel	57
Technicien	19
Soutien	25
Total	115

k) L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite)

Période	Catégorie d'emplois	Total
Au 2 avril 2014	Professionnel	10

l) Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Période	Total
Au 2 avril 2014	1

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) Le nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Au 31 mars 2014 : 124 ETC total autorisé

La ventilation par catégorie d'emploi n'est pas disponible.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 16

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 (données au 31 mars 2014)¹

Catégorie d’emploi	Personnel d’encadrement	Professionnel	Fonctionnaire	Total
Total	1	7	7	15

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Au 31 mars 2014, le ministère du Travail dénombre 15 personnes qui ont quitté pour un départ à la retraite effectif en 2013-2014. Le Ministère est autorisé à remplacer quatre employés sur dix partant à la retraite.

c) Le nombre de départs à la retraite anticipés pour 2014-2015 par catégorie d’emploi

Au 4 juin 2014, le ministère du Travail a reçu 5 ententes de retraite signées pour des départs à la retraite effectifs en 2014-2015.

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Au cours de l’année 2013-2014, le Ministère a engagé par voie de recrutement à titre d’employés occasionnels 3 retraités¹ de la fonction publique.

De plus, le Ministère a octroyé 1 contrat de services professionnels² à un retraité de la fonction publique pour assurer le transfert d’expertise ou travailler à un mandat demandant des connaissances spécifiques.

¹ Données extraites du SAGIP pour la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014.

² Données extraites du SAGIR pour la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014.

SOURCE : MESS – Direction générale adjointe des ressources humaines (2014-06-04)

VALIDATION : MESS – Direction générale adjointe des ressources financières (2014-06-05)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 17

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d’aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques :

Emplacement :200, chemin Ste-Foy, Québec
Propriétaire : Whiterock 200 Ste-Foy inc.
Superficie : 4 216, 2 mc
Durée du Bail : 10 ans; option 5 années supplémentaires
Coût : 789 131 \$
Coût des travaux : 19 375 \$

Emplacement : 35, Port-Royal, Montréal
Propriétaire : Rodimax Inc.
Superficie : 2 617,8 mc
Durée du Bail : 5 ans; option 5 années supplémentaires
Coût : 657 374 \$
Coût des travaux : Aucune dépense

Emplacement : 500, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal
Propriétaire : Édifice 500 René-Lévesque Ouest, Senc
Superficie : 418,76 mc
Durée du Bail : 20 ans
Coût : 148 202 \$
Coût des travaux : Aucune dépense

Pour ces deux derniers emplacements, aucune dépense n’a été engagée pour des aménagements et des travaux.

SOURCE : Direction des ressources matérielles (2014-06-05)
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources financières (2014-06-05)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 18

Titre :

Pour le cabinet ministériel, les bureau de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.

La ministre du Travail en 2013-2014 était également ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Elle disposait d'un seul bureau de comté et il était sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Les coûts éventuels liés à un déménagement, à l'aménagement ou à la rénovation dans les espaces occupés par le cabinet ministériel et dans le bureau de circonscription sont présentés dans l'étude des crédits du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : Direction des ressources matérielles (2014-06-05)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 19

Titre :
Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :
a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
e) la prime de départ versée, le cas échéant;
f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

A) CABINET MINISTÉRIEL DE MADAME AGNÈS MALTAIS (2013-2014)		
NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Bérubé, Grégoire	Attaché politique	Québec
Bizier, Christian	Attaché politique	Québec
Bouchard, Marc-André	Attaché politique	Québec
Chabot, Jacques	Attaché politique	Québec
Charlebois, Mario	Employé de soutien	Québec
Châteauvert, Pierre	Directeur de cabinet	Québec
Corriveau, Sonia	Attachée politique	Québec
Desormeaux, Vincent	Attaché politique	Québec
Desrosiers, Alexandra	Attachée politique	Québec
Doyon, Karine	Attachée politique	Québec
Fecteau, André	Attaché politique	Québec
Gauthier, Catherine	Attachée politique	Québec
Gélinas, Serge	Attaché politique	Montréal
Godbout, Lucie	Attachée politique	Montréal
Grantham, Jean-Thomas	Attaché politique	Québec
Hardy, Léa	Attachée politique	Québec
Harrison, Sonya	Employée de soutien	Québec
Harvey, Mélanie	Attachée politique	Québec
Kusion, Jean-Denis	Employé de soutien	Québec
Lachance, André	Employé de soutien	Québec
Lemire, Bertrand	Employé de soutien	Québec
Lévesque, Paul	Attaché politique	Québec

Maheux, Pierre	Attaché politique	Québec
Mercille, Marie-Ève	Employée de soutien	Québec
Moreau, Lise	Employée de soutien	Québec
Ouellet, Chantal	Attachée politique	Québec
Perreault, Maryse	Attachée politique	Montréal
Poirier, Jean	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Tessier, Sébastien	Attaché politique	Québec
Villeneuve, Sophie	Attachée politique	Québec

H) DESCRIPTION DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet et directeur de cabinet adjoint :
Dirige les membres du personnel du cabinet; il s’acquitte en outre des autres devoirs et tâches que le ministre peut lui assigner;

Attaché politique :
Est chargé de remplir les fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d’attaché de presse, d’agent de liaison, de chercheur, d’attaché politique régional ou d’attaché politique de comté;

Employé de soutien :
Remplit les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet.

K) MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014

Masse salariale totale pour 2013-2014 : 1 499 041,16 \$

SOURCE : DGSG - DGARF – DBCAPI (2014-06-09)
COLLABORATION : DGSG – DGARH
VALIDATION : DGSG-DGARF-DGA

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 20

Titre :

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

a) Ministre

Les informations pour la période 2013-2014 sont jointes à la présente :

- M ^{me} Agnès Maltais	Annexe A	<u>275 000 \$</u>
---------------------------------	----------	-------------------

b) Ministère

Les informations pour la période 2013-2014 sont jointes à la présente :

- M ^{me} Manuelle Oudar	Annexe B	<u>12 800 \$</u>
----------------------------------	----------	------------------

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 20

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
(MADAME MANUELLE OUDAR)

ORGANISME	MONTANT
École de relations industrielles - Université de Montréal	1 500,00 \$
Au bas de l'échelle inc.	5 000,00 \$
École de relations industrielles - Université de Montréal	1 500,00 \$
Département des relations industrielles - Université Laval	1 500,00 \$
Juripop	3 000,00 \$
Journée internationale des femmes (Descarries, Francine)	300,00 \$
	<u>12 800,00 \$</u>

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME AGNÈS MALTAIS)

ORGANISME	MONTANT
Congrès des relations industrielles - Université Laval	3 000,00 \$
École Saint-Fidèle (CS de la Capitale)	5 000,00 \$
Action logement Pierre-de-Saurel	5 000,00 \$
Ass. des médias écrits communautaires du Québec	500,00 \$
Ass. pour la protection des intérêts des conso. Côte-Nord inc., L'	1 200,00 \$
Cachette d'Amqui inc., La	1 000,00 \$
École Hôtelière de la Capitale (CS de la Capitale)	1 500,00 \$
Fabrique de la paroisse Notre-Dame-des-Côteaux, La	3 000,00 \$
Habitations adaptées de Bellechasse, Les	5 000,00 \$
Municipalité d'Albanel	1 000,00 \$
Regroupement des Jeunes Chambres de Commerce du Québec	1 500,00 \$
Citadelles de Québec, Les	500,00 \$
Limoilou en vrac	1 000,00 \$
Société de mise en valeur de la «Maison O'Neill» et de son site	1 000,00 \$
Aide aux travailleurs accidentés, ATA	5 000,00 \$
Association du festival de magie de Québec	5 000,00 \$
Centre québécois de développement durable	1 500,00 \$
Centre Régional ADH "Le Tremplin" Maison de Transition pour Hommes	1 000,00 \$
Chorale "Les coeurs d'or"	500,00 \$
Jardins de Doris, Les	2 500,00 \$
Maison de la famille contre vents et marées, La	1 500,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME AGNÈS MALTAIS)

ORGANISME	MONTANT
Centre régional intégré de formation (CS du Val-des-Cerfs)	250,00 \$
Centre Coopératif de Locaux Communautaires de Sherbrooke	5 000,00 \$
Cybernet café de Trois-Rivières	1 000,00 \$
Festival du film de Saint-Séverin	2 000,00 \$
Amis du Parc riverain de la Boyer	500,00 \$
Centre d'exposition Mont-Laurier, Le	1 500,00 \$
Chanteaufête de Charlevoix, La	1 500,00 \$
Comité de citoyen du Festival de St-Michel	1 000,00 \$
Fondation du CSSS de la Vieille-Capitale	2 000,00 \$
Go le grand défi inc.	5 000,00 \$
Grand Prix cycliste Beauce	1 000,00 \$
Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins, Gremm	3 000,00 \$
Musée acadien du Québec à Bonaventure	1 000,00 \$
Musique du bout du monde	2 000,00 \$
Productions Euphorie	2 500,00 \$
Regroupement du patrimoine motorisé (RPM)	5 000,00 \$
Regroupement interculturel de Drummond inc.	5 000,00 \$
Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale	5 000,00 \$
Corporation Métiers d'art/Bas Saint-Laurent	2 000,00 \$
Matiabo, Alain	5 000,00 \$
Association canadienne des avocats en Transport	1 000,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME AGNÈS MALTAIS)

ORGANISME	MONTANT
Centre de Femmes Marie-Dupuis	10 000,00 \$
Coalition Proprio-Béton	10 000,00 \$
Concours hippique de Lévis	3 000,00 \$
Lévasion St-Pie X	1 000,00 \$
Action-chômage Haute-Côte-Nord	5 000,00 \$
Centre communautaire de loisirs Jean-Noël Trudel	3 000,00 \$
Coopérative de solidarité du Lac à Jim	1 000,00 \$
École des Découvertes (CS René-Lévesque)	1 000,00 \$
Fondation de la maison René-Lévesque, La	3 000,00 \$
Fondation du collège Gérald-Godin	2 000,00 \$
Habitations des aînés de Chandler	1 000,00 \$
Programme accessibilité au logement Rive Sud Ouest	2 000,00 \$
Recyclo-Environnement	5 000,00 \$
Regroupement des Accidentés de la Montérégie	3 000,00 \$
Table régionale d'économie sociale de Chaudière-Appalaches	500,00 \$
Musée du Haut-Richelieu	2 000,00 \$
Action-Chômage de Québec	5 000,00 \$
Centre des loisirs St-Sacrement inc.	4 000,00 \$
Amis et amies de la terre de Québec, Les	1 000,00 \$
Café Rencontre du Centre-Ville [Québec] inc.	1 000,00 \$
Comité de Volontariat de Quartier-Limoilou Sud	500,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME AGNÈS MALTAIS)

ORGANISME	MONTANT
Comité loisirs et développement de St-Pierre-Baptiste inc.	500,00 \$
École des Hauts-Clochers (CS des Découvreurs)	1 000,00 \$
Fonds d'emprunt Québec	1 000,00 \$
Loisirs de St-Ferdinand	500,00 \$
Maison Revivre	1 000,00 \$
Organisme ExMuro Arts publics	1 000,00 \$
Service amical Basse-Ville inc.	1 000,00 \$
Fermes Solidar, inc., Les	2 000,00 \$
Travail de rue, actions et initiatives comm. [T.R.A.I.C.] jeunesse	1 000,00 \$
Limoilou en vrac	1 000,00 \$
Blouin, Jean-François (004)	2 000,00 \$
Ass. de la Rivière Ste Marguerite inc.	500,00 \$
Grandes Veillées de la Baie, Les	2 000,00 \$
Pivot, Le	3 000,00 \$
Accès transports viables	5 000,00 \$
Centre R.I.R.E. 2000	2 000,00 \$
Chambre de Commerce et d'Industrie de la MRC de Maskinongé	1 000,00 \$
Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	5 000,00 \$
Communauté Roumaine de Québec	500,00 \$
Conseil national des chômeurs et chômeuses	10 000,00 \$
Fondation de la cinémathèque québécoise	1 000,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME AGNÈS MALTAIS)

ORGANISME	MONTANT
Office municipal d'habitation de Ragueneau	5 000,00 \$
Opération Nez Rouge	2 000,00 \$
Société de développement du Témiscamingue	1 500,00 \$
Bas de l'échelle inc., Au	2 000,00 \$
Filles et les sciences, un duo électrisant, Les	2 000,00 \$
Centre d'entraide et de services communautaires du Marigot	500,00 \$
Mères et Monde Centre commu. et rés. par et pour jeunes mères	1 000,00 \$
Centre local de développement de la Côte-de-Beaupré	500,00 \$
Concours interuniversitaire en relations industrielles	500,00 \$
Association pour pers. hand. visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue	2 000,00 \$
C.A.C.L. de Saint-Prime inc.	500,00 \$
Carrefour d'Entraide Drummond inc.	500,00 \$
Centre Alpha le Tracé inc.	1 000,00 \$
Commun Accord Organisme de Justice Alternative	300,00 \$
Corporation de développement économique communautaire de Québec (CDÉC)	1 000,00 \$
Gestion G.P.V.	100,00 \$
Je raccroche	1 500,00 \$
Maison Alpha ABC Côte-Nord	500,00 \$
Projet Karibu	500,00 \$
SOS Vélo Mercier/Hochelaga-Maisonneuve inc.	5 000,00 \$
Source alimentaire Bonavignon	1 000,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME AGNÈS MALTAIS)

ORGANISME	MONTANT
Développement PME Chaudière-Appalaches	5 000,00 \$
Fondation mérite Ménard	1 500,00 \$
Ressourcerie Bernard-Hamel	2 000,00 \$
Société Historique de Bellechasse	1 500,00 \$
Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte, La	500,00 \$
Aide pédagogique aux adultes, aux jeunes APAJ	500,00 \$
Ass. de protection de la Rivière Moisie inc., L'	2 000,00 \$
À votre service - coop de solidarité	1 000,00 \$
Centre d'entrepreneariat Shawinigan coopérative de solidarité	2 000,00 \$
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières, La	500,00 \$
Corp. de Dév. Économique et Communautaire Centre-Sud / Plateau Mont-Royal	1 000,00 \$
Corporation de développement d'Esprit-Saint	1 000,00 \$
Fondation des Samares	1 000,00 \$
Fondation Saint-Roch de Québec	5 000,00 \$
Jardins de la Terre, Les	2 000,00 \$
Je Réussis	2 000,00 \$
Maison Oxygène Estrie	5 000,00 \$
Quartier vert du Marigot	1 000,00 \$
Société de développement et d'animation de Mascouche	2 000,00 \$
Resto Pop Thérèse de Blainville	1 000,00 \$
CKRL - MF 89,1 inc.	1 000,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME AGNÈS MALTAIS)

ORGANISME	MONTANT
Ass. des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC)	2 000,00 \$
École St-Jean-Baptiste (CS de la Capitale)	150,00 \$

275 000,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 21

Titre :

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION S'IL Y A LIEU
Dion, Françoise Cadre, classe 3	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Secrétariat du Comité de vigie	Sans objet
Ménard, Hélène Cadre, classe 2	Commission des normes du travail	Bureau de la sous-ministre adjointe des relations du travail	Sans objet

Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés constituent des renseignements confidentiels au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

SOURCE : MESS – Direction générale adjointe des ressources humaines (2014-04-14)

COLLABORATION : MESS – Direction générale de la main-d'œuvre et de l'organisation administrative

VALIDATION : MESS – Direction générale adjointe des ressources financières (2014-05-30)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 22

Titre :

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE : MESS – Direction générale adjointe des ressources humaines (2014-06-04)

VALIDATION : MESS - Direction générale adjointe des ressources financières (2014-06-05)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 23

<p>Titre</p> <p>Pour chaque ministère et organismes, le nombre d’occasionnels mis à pied par catégorie d’âge en 2013-2014.</p>

<p>Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.</p>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 24

Titre :

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Il n'y a pas de personnel concerné au ministère du Travail.

SOURCE : MESS – Direction générale adjointe des ressources humaines (2014-06-05)

VALIDATION : MESS – Direction générale adjointe des ressources financières (2014-06-06)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 25

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) les sommes déboursées pour l’achat de billets de saison;
- e) la réservation de loges;
- f) les frais encourus afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Exposé et statistiques

Total pour l'année 2013-2014 26 628 \$

Ce montant comprend seulement des abonnements. Il est à noter que nous n’avons pas de dépenses liées aux billets de saison, de réservation de loges, ni de frais encourus afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Détail du coût pour chacun des fournisseurs :

Abonnements 2013-2014	Total
CCH canadienne limitée	3 725 \$
Collège des médecins du Québec	2 995 \$
Communication Demo inc.	9 643 \$
Corporation presse commerce	370 \$
Courrier parlementaire, Le (Publication Mass-Média inc.)	750 \$
Devoir inc., Le	436 \$
Entreprises Presse canadienne inc.	5 810 \$
Lancaster House	349 \$
Lexisnexis Canada inc.	1 354 \$
Messageries Dynamiques	394 \$
Presse, ltée, La	179 \$
Renouf Publishing Co. Ltd.	121 \$
Revue Relations industrielles	150 \$
Soleil, Le	253 \$
Wilson & Lafleur, limitée (Librairie)	99 \$
Total	26 628 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 26

Titre :

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

www.travail.gouv.qc.ca

Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)

Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour
L'entretien et les mises à jour sont assurés par le personnel de la Direction des communications du Ministère.

La fréquence moyenne de mise à jour
Environ 1 à 2 fois par jour

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 27

Titre :

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) les mandats;
- c) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- d) le résultat du travail effectué;
- e) les échéances prévues;
- f) les sommes impliquées.

La réponse à cette question se trouve à la question 7.

SOURCE : Direction de la gestion contractuelle (2014-04-16)
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources financières (2014-05-30)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 28

Titre

Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Il n’y a eu aucune tournée ministérielle ou sous-ministérielle en 2013-2014.

.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-06-05)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 29

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2013-2014 du ministère du Travail.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-05-30)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 30

Titre

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Les informations demandées sont incluses dans les fiches #1 et #2 des demandes de renseignements généraux de l’opposition.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-06-05)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 31

Titre :

La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires
intergouvernementales canadiennes.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-05-30)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 32

Titre :

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l’année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-05-30)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 33

Titre :

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l’inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2013-2014 du ministère du Travail.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-06-02)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 34

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-05-30)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 35

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme reçue du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement pour 2014-2015.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-05-30)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 36

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

BONIS AU RENDEMENT ¹	
Année financière	2013-2014 (données au 31 mars 2014)
Nombre	16
Montant	61 722,86 \$

¹ Ce montant correspond au total des bonis au rendement octroyés au personnel professionnel (incluant les médiateurs et conciliateurs) et au personnel fonctionnaire non syndiqué, conformément à la Directive concernant l'attribution de la rémunération aux fonctionnaires. Par ailleurs, l'attribution de bonis pour les médiateurs et conciliateurs est effectuée conformément à la Directive concernant la rémunération et les conditions de travail des médiateurs et conciliateurs et la Directive concernant les modalités de dégagement des sommes aux fins de l'ajustement variable des traitements et du boni au rendement des cadres, des cadres juridiques et des conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines du grade I au 2 avril de chaque année.

Aucun boni au rendement n'a pu être versé aux cadres et aux cadres juridiques en 2013-2014 pour la période d'évaluation du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013, et ce, conformément à l'article 8 de la Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette (2010, c.20).

Le 12 juin 2013, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi 25 qui reconduit l'application de l'article 8 et confirme ainsi la suspension des bonis chez le personnel d'encadrement pour l'exercice de révision des traitements 2012-2013.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 37

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ¹ n'a été versée au cours de la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 par le ministère du Travail.

¹ Excluant le personnel de cabinet.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 38

Titre :

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 39

Titre :

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Il n’y a pas de cadre ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE : MESS – Direction générale adjointe des ressources humaines (2014-06-04)
VALIDATION : MESS – Direction générale adjointe des ressources financières (2014-06-05)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 40

Titre :

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement ?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Cette question ne semble pas pertinente puisqu’il n’y a pas eu de changement de gouvernement au courant de l’année financière 2013-2014.

SOURCE : MESS – Direction générale adjointe des ressources humaines (2014-06-04)

VALIDATION : MESS – Direction générale adjointe des ressources financières (2014-06-05)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 41

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	HONORAIRES	REPRÉSENTANT(S) MINISTÉRIEL(S)
Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction	<ul style="list-style-type: none">▪ Examiner l'ensemble du système de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction lors de sa première année de mise en œuvre et d'en évaluer l'impact sur l'intimidation et la discrimination.▪ Donner son avis sur toute question que lui soumet le ministre relativement à l'application de la Loi éliminant le placement syndical et visant l'amélioration du fonctionnement de l'industrie de la construction (2011, chapitre 30), notamment sur la conformité des normes de conduite prévues au code d'éthique d'une association avec les objectifs de la Loi.▪ Dépôt d'un rapport au terme des travaux.▪ Durée du mandat : 15 novembre 2012 au 9 décembre 2014.	<ul style="list-style-type: none">▪ Claudette Carbonneau (coordonnatrice)▪ Matthias Rioux▪ Jean Cournoyer	66 912 \$ (2013-2014)	Françoise Dion, secrétaire du Comité
Groupe de travail interministériel sur l'harmonisation de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la	Évaluer la nécessité et l'opportunité d'harmoniser la définition de ferme prévue à la Loi R-20 à celles du domaine agricole que l'on trouve dans les lois et règlements relevant du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Ministère du Travail Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	Aucun	<ul style="list-style-type: none">- Nicolas Beauchemin- Michel Sauvé

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	HONORAIRES	REPRÉSENTANT(S) MINISTÉRIEL(S)
construction (Loi R-20) aux lois et règlements du domaine agricole				
Groupe de travail interministériel sur l’harmonisation de la Loi R-20 aux lois et règlements du domaine agricole	Évaluer la nécessité et l’opportunité d’harmoniser la définition d’exploitation agricole de la Loi R-20 aux lois et règlements du domaine agricole.	<ul style="list-style-type: none"> – Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation du Québec – Ministère du Travail 	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> – Nicolas Beauchemin – Michel Sauvé <u>RESPONSABLE : MTRAV</u>
Comité sur la rémunération des cueilleurs de framboises et de fraises	Analyser l’ensemble des paramètres de la rémunération au rendement des salariés de cette industrie afin de leur assurer un niveau de rémunération adéquat.	<ul style="list-style-type: none"> – Ministère du Travail – Commission des normes du travail – Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation du Québec – Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion – Comité d’action des non-syndiqué(e)s (CANOS) – Au Bas de l’échelle – Union des producteurs agricoles – Association des producteurs de fraises et de framboises 	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> – Steeve Audet – Josée Marotte <u>RESPONSABLE : MTRAV</u>
Comité interministériel sur le deuil périnatal	Identifier des pistes de solution concernant la problématique soulevée par le deuil périnatal et examiner les impacts législatifs et financiers que soulèvent ces pistes de solution.	<ul style="list-style-type: none"> – Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale (trois personnes dont une de la Direction des affaires juridiques) – Ministère du Travail – Commission des normes du travail – Ministère de la Santé et des Services sociaux – Ministère de la Famille – Ministère des Finances 	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> – Steeve Audet – Josée Marotte <u>RESPONSABLES : MTRAV et MESS</u>

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	HONORAIRES	REPRÉSENTANT(S) MINISTÉRIEL(S)
		– Conseil de gestion de l’assurance parentale		
Comité bipartite de coordination de l’Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l’Ontario sur la mobilité de la main-d’œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l’industrie de la construction	<p>Surveiller l’application de l’entente, promouvoir la mobilité de la main-d’œuvre et des entrepreneurs, et l’accès aux chantiers et traiter toute autre question pertinente.</p> <p><u>Résultats</u> : Maintien d’un climat harmonieux entre le Québec et l’Ontario en ce qui a trait à la mobilité de la main-d’œuvre dans l’industrie de la construction.</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Ministère du Travail – Commission de la construction du Québec – Régie du bâtiment du Québec – Ministère du Travail de l’Ontario – Ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l’Ontario. 	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> – Anne Parent, sous-ministre adjointe aux Politiques et à la Recherche – Michel Sauvé <p><u>RESPONSABLES :</u> <u>MTRAV et ONTARIO</u></p>
Comité bipartite de coordination de l’Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Nouveau-Brunswick sur la mobilité de la main-d’œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l’industrie de la construction	<p>Surveiller l’application de l’entente, promouvoir la mobilité de la main-d’œuvre et des entrepreneurs, et l’accès aux chantiers et traiter toute autre question pertinente.</p> <p><u>Résultats</u> : Maintien d’un climat harmonieux entre le Québec et le Nouveau-Brunswick en ce qui a trait à la mobilité de la main-d’œuvre dans l’industrie de la construction.</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Ministère du Travail – Commission de la construction du Québec – Ministère de l’Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick 	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> – Anne Parent, sous-ministre adjointe aux Politiques et à la Recherche – Michel Sauvé <p><u>RESPONSABLES :</u> <u>MTRAV et N.-B</u></p>
Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l’évolution du salaire minimum	<p>Définir un cadre de référence afin de guider les décisions relativement à l’évolution du salaire minimum et proposer un processus qui faciliterait la prise de décision.</p> <p>Réaliser une analyse triennale des impacts de l’évolution du salaire minimum et une consultation lorsque le ratio entre le salaire minimum et le salaire horaire moyen excède 0,47 ou lorsqu’un projet de modification du salaire minimum a pour effet d’accroître ce ratio.</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Ministère des Finances – Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale <p><u>Observateurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Commission des normes du travail – Secrétariat à la condition féminine 	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> – Louis Tremblay, Directeur de la recherche et de l’innovation en milieu de travail (coordonnateur) – Mame-Cheikh-Ibra Ngom <p><u>RESPONSABLE : MTRAV</u></p>

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-06-03)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 42

<p>Titre</p> <p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;d) le montant accordé;e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;f) les motifs de la demande;g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
--

<p>Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca.</p>
--

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 43

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE : MESS – Direction générale adjointe des ressources humaines (2014-06-04)
VALIDATION: MESS – Direction générale adjointe des ressources financières (2014-06-05)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

de fiche : RG 44

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Les informations demandées sont incluses aux points c et f de la fiche #15 des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

SOURCE : MESS – Direction générale adjointe des ressources humaines (2014-06-04)
VALIDATION: MESS – Direction générale adjointe des ressources financières (2014-06-05)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG 45

Titre :

Pour chaque cabinet ministériel et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Aucune entente avec une ou des conférences régionales des élus pour l'année financière 2013-2014.